

## Burundi : le pouvoir présente le projet d'un nouveau code électoral

PANA, 04 janvier 2019 Concertation entre le pouvoir et les partis politiques sur un nouveau code électoral au Burundi Bujumbura, Burundi - Le ministre burundais de l'Intérieur, Pascal Barandagiye, a réuni, vendredi, à Gitega, la nouvelle capitale politique du pays, dans le Centre, des responsables des partis politiques agréés pour échanger sur les innovations qui ont été apportées dans un projet de code électoral révisé, en prélude aux prochaines élections générales de 2020, a rapporté le correspondant local de la radio publique.

Selon la même source, seulement 18 des 34 partis politiques agréés étaient représentés à Gitega, devenue depuis le premier janvier, la capitale politique du pays, en lieu et place de Bujumbura qui conserve le statut de capitale économique. Le nouveau projet de code porte la caution du candidat au poste de président de la République de 15 millions de francs burundais (8.296 dollars américains) à 50 millions de francs burundais (27.654 dollars américains). La caution n'est remboursable, par ailleurs, qu'au candidat ayant réalisé au moins un score de 5 % des voix exprimées à l'élection présidentielle, balise encore le projet de code. Certains candidats à la précédente présidentielle de 2015 avaient abdicé faute de trouver la caution de 15 millions de francs burundais. Une telle somme n'est pas à la portée de la bourse de tous les responsables des partis au Burundi où la politique est plutôt courue en tant que sources de revenus pour qui a le verbe facile, raille-t-on généralement dans l'opinion. Le passage du quinquennat au septennat est une autre innovation majeure dans le projet de code électoral qui ne fait toutefois que reprendre une disposition de la nouvelle Constitution amendée en juillet 2017, par voie référendaire. L'autre nouveauté du projet de code qui suscite la curiosité dans l'opinion oblige les femmes à se faire élire, uniquement dans les circonscriptions dont sont originaires leurs maris. La nouvelle Constitution amendée innove encore par l'introduction d'un poste nouveau de Premier ministre, "chef de gouvernement", à la place d'une vice-présidence de la République. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, dont on disait que la nouvelle Constitution était "taillée sur mesure" pour conserver le pouvoir au moins jusqu'en 2034, dans les milieux de l'opposition, a déjà offert de ne pas se représenter pour un quatrième mandat depuis 2005. En 2015, la candidature du président sortant à un troisième quinquennat avait déclenché un mouvement insurrectionnel et une tentative de putsch militaire manqué. La communauté internationale pousse les acteurs politiques burundais dans le sens d'un dialogue sincère pour résorber la crise électorale de 2015 afin de créer des conditions propices aux prochaines élections générales de 2020. La médiation de la Communauté d'Afrique de l'Est, soutenue par l'Union africaine et l'organisation des Nations unies, a déjà organisé cinq rounds de pourparlers inter-burundais depuis la crise électorale de 2015. Les rounds ont à chaque fois avorté suite au refus du pouvoir burundais de s'asseoir autour d'une même table avec les opposants ayant eu un rôle supposé actif à jouer dans le mouvement insurrectionnel de 2015 et la tentative de putsch militaire qui a suivi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});